

Note de positionnement

PRÉSIDENCE FRANÇAISE DU G7

RECOMMANDATIONS POUR UN G7 RÉUSSI INTÉGRANT LES ENJEUX D'EAU, D'ASSAINISSEMENT ET D'HYGIÈNE

09/02/2026

La présidence française du G7, lequel aura lieu à Evian en 2026, représente une opportunité pour renforcer les engagements des pays membres et invités et mettre en avant des sujets trop longtemps laissés de côté : l'eau, l'assainissement et leurs enjeux liés. Evian a déjà accueilli le G8 de 2003. Ce sommet avait mis les questions liées à l'eau et à l'assainissement au centre des discussions, à travers notamment l'élaboration d'un plan d'actions sur l'eau afin de répondre aux enjeux d'eau et d'assainissement, ainsi que l'adoption de la Facilité africaine de l'eau, hébergée par la Banque africaine de développement, afin de mobiliser des ressources finançant les activités liées à l'eau en Afrique. La France s'était également engagée à doubler son aide extérieure consacrée à l'eau et à l'assainissement sur la période 2010-2015.

Au-delà des réunions prévues dans le cadre du G7, 2026 est aussi une année décisive pour l'eau. Elle a déjà été marquée par la réunion préparatoire de haut-niveau au Sénégal les 26 et 27 janvier pour la Conférence des Nations Unies sur l'eau. Se tiendront également en 2026, le Forum Politique de Haut Niveau à New-York du 6 au 16 juillet, qui examinera entre autres les avancées vers l'atteinte de l'ODD 6¹, ainsi que la Conférence des Nations Unies sur l'eau du 2 au 4 décembre aux Emirats arabes unis.

Face à l'aggravation de la crise mondiale de l'eau et de l'assainissement, il est impératif que la présidence française du G7 saisisse cette opportunité pour accélérer la mise en œuvre de l'ODD 6. Présidant un G7 fort de son segment « Water Coalition² », et dans la continuité du One Water Summit à Riyad et de son engagement en tant que signataire du Call to Action de la WASH Road Map³, la France doit maintenir un leadership politique et diplomatique fort sur les enjeux liés à l'eau et l'assainissement, afin d'impulser une position ambitieuse de l'ensemble des pays du G7 et des pays invités.

Sans une action ambitieuse et coordonnée des pays membres et invités, le G7 risque de se limiter à un exercice diplomatique symbolique, manquant l'occasion d'impulser des changements durables et de réduire les inégalités. **La France, en tant que présidente, a la responsabilité historique de transformer ce sommet en un véritable catalyseur pour l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, et pour la mise en œuvre de l'ODD 6 à l'échelle mondiale.**

¹ Objectif de développement durable numéro 6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau ».

² Segment créé lors de la présidence italienne du G7 de Turin en 2024, et visant à harmoniser les ambitions, à augmenter la coopération, et à stimuler l'élan politique en faveur des initiatives sur l'eau à l'échelle mondiale. Communiqué de presse du segment climat, énergie et environnement annonçant la création de la Water Coalition, [ici](#)

³ Call to Action pour une WASH résiliente et de survie, [ici](#)

I UN CONTEXTE DE CRISE MONDIALE DE L'EAU

CRISE MONDIALE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

La crise mondiale de l'eau et de l'assainissement s'aggrave⁴. Les Etats membres de l'ONU l'ont reconnu lors de la Conférence sur l'eau de 2023, et le Président Emmanuel Macron l'a rappelé dans son discours au One Water Summit en 2024. En effet, d'ici 2050, plus de 5 milliards de personnes pourraient vivre dans des zones touchées par des pénuries d'eau⁵. Cette crise est exacerbée par la diminution des financements publics et par l'impact croissant du changement climatique. Le constat est alarmant.

Par ailleurs, les défis d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène persistent : 2,1 milliards de personnes ne disposent toujours pas d'un accès sûr à l'eau potable (dont 106 millions ayant uniquement accès à des eaux de surface comme les lacs, les cours d'eau ou les canaux d'irrigation), 3,4 milliards n'ont pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité⁶.

Malgré la reconnaissance des droits humains à l'eau et à l'assainissement par la résolution 64/292 de l'ONU en 2010, ces constats confirment que leur effectivité reste largement insuffisante.

DES DROITS HUMAINS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT TOUJOURS PAS EFFECTIFS POUR TOUTES ET TOUS EN FRANCE

Les enjeux liés à l'eau ne sont pas que mondiaux : il s'agit également d'un défi national. En effet, les droits humains à l'eau et à l'assainissement ne sont pas reconnus de manière intégrale dans la législation française, ni mis en œuvre de façon effective pour toutes et tous. Sur le territoire hexagonal, plus d'un million de ménages ont du mal à payer leurs factures d'eau⁷. À Mayotte, plus de 30 % des familles vivent sans eau courante⁸. En Guadeloupe, plus de 70 % des stations d'assainissement sont non conformes, alors même que la pollution de l'eau au chlordécone est massive, y compris dans l'eau embouteillée⁹.

II LES RECOMMANDATIONS DE LA COALITION EAU ADDRESSÉES À LA FRANCE

1. POUR UNE ORGANISATION DU G7 RÉUSSIE

ASSURER QUE LES DISCUSSIONS ET LES ENGAGEMENTS DU G7 S'INSCRIVENT PLEINEMENT DANS UNE APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS

Afin d'inscrire la présidence française du G7 dans la continuité du sommet de Biarritz en 2019 consacré à la lutte contre les inégalités, la France doit s'assurer que les discussions et les engagements de cette édition s'inscrivent pleinement dans une approche fondée sur les droits humains.

⁴ Le terme de crise est désormais discuté : d'après le rapport « Global Water Bankruptcy » de UNU, il ne s'agit plus d'une crise mais d'une faillite mondiale, car le retour à l'état antérieur est impossible, [ici](#)

⁵ Economist Impact, Global water agenda, 2022, [ici](#)

⁶ Chiffres issus du Joint Monitoring Program 2025 OMS/UNICEF, [ici](#)

⁷ Enquête Nationale Logement 2013, calculs Fondation pour le logement des défavorisés, [ici](#)

⁸ Rapport - commission d'enquête relative à la mainmise sur la ressource en eau par les intérêts privés et ses conséquences, 2021, [ici](#)

⁹ Rapport de soumission d'informations pour un appel urgent à l'eau potable en Guadeloupe, collectif Eau Secours, 2021, [ici](#)

INVITER DES PAYS ENGAGÉS SUR LES ENJEUX LIÉS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

À l'issue du sommet de Kananaskis en 2025, le Président de la République française a promis d'œuvrer pour « garder l'unité » du G7 et la « consolider » en 2026, en y associant des « partenaires de confiance qui nous permettront de peser encore davantage »¹⁰. Pour soutenir cette ambition, la Coalition Eau et ses membres recommandent d'inviter les pays suivants :

- Le Sénégal et les Emirats arabes unis, coprésidents de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026,
- L'Afrique du Sud, présidente 2025 du G20 et coprésidente aux côtés de la France du dialogue interactif numéro 6 de la Conférence des Nations Unies sur l'eau,
- La Suisse et la Slovénie, pays proactifs pour l'eau en situation de crise et signataires du Call to Action de la WASH Road Map.

ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COMPLÉMENTARITE DU G7 AVEC LES PROCESSUS INTERNATIONAUX EXISTANTS

La France doit s'assurer que l'agenda du G7 et les échanges qui le composeront s'articulent de manière cohérente et complémentaire aux processus internationaux existants, tels que les COP Climat, Biodiversité et Désertification, les Assemblées mondiales de la santé, la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026, ou encore le Forum Politique de Haut Niveau sur le Développement Durable.

GARANTIR UNE PARTICIPATION ACTIVE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES ONG AVANT, PENDANT ET APRÈS LES RÉUNIONS DU G7

Afin d'assurer la représentativité et la pertinence des discussions sur les enjeux liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, la France a la responsabilité de structurer un dialogue continu avec la société civile, en organisant des échanges réguliers avec les ONG et en facilitant leur participation, avant, pendant, après les différents temps du G7.

2. POUR DES ENGAGEMENTS AMBITIEUX ET CONCRETS

PORTER DE MANIÈRE AMBITIEUSE ET POLITIQUEMENT FORTE LA WATER COALITION¹¹

En avril 2024, à l'occasion du sommet du G7 à Turin, les Ministres ont reconnu le rôle central de l'eau dans la triple crise planétaire du changement climatique, de la pollution et de la perte de biodiversité. Afin de lutter contre cette triple crise, ils ont créé la Water Coalition, qui vise à harmoniser les ambitions, à augmenter la coopération, et à stimuler l'élan politique en faveur des initiatives sur l'eau à l'échelle mondiale.

En tant que présidente du G7, la France doit désormais porter de manière ambitieuse et politiquement forte cette Coalition, afin de contribuer à l'atteinte de l'ODD 6, au renforcement et à l'accélération de la gouvernance de l'eau, sans laquelle les progrès en la matière sont freinés.

¹⁰ « En 2026, le sommet du G7 aura lieu à Evian, annonce Emmanuel Macron » *Le Monde*, 2025, [ici](#)

¹¹ Une note de positionnement détaillée sur la Water Coalition sera produite conjointement avec des ONG et réseaux d'OSC du secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène issus des 7 pays composant le G7.

INSCRIRE LES NEXUS THÉMATIQUES LIÉS À L'EAU DANS L'ENSEMBLE DES DISCUSSIONS ET DES DÉCISIONS DU G7

Les discussions du G7 sont habituellement structurées autour de plusieurs sujets thématiques, comme l'économie, l'environnement, le développement ou encore les affaires étrangères. Or, l'ODD 6 constitue un levier essentiel pour la réalisation d'autres objectifs : la sécurité alimentaire, la vie dans des villes durables, la production et la consommation d'une énergie durable, l'égalité des sexes, une bonne santé pour toutes et tous, ou encore la préservation des écosystèmes.

En tant que forum d'influence politique et économique, le G7 détient une responsabilité et une capacité unique pour intégrer systématiquement les articulations thématiques liées à l'eau dans l'ensemble de ses discussions et décisions. Faute de quoi, aucun ODD ne pourra véritablement progresser.

INTÉGRER LES ENJEUX LIÉS À L'EAU DANS LES DISCUSSIONS DE LA MINISTÉRIELLE NUMÉRIQUE, NOTAMMENT SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Les discussions du G7 sur le numérique et l'intelligence artificielle ne peuvent ignorer les conséquences croissantes de ces technologies sur les ressources naturelles, et en particulier sur l'eau. Les centres de données et autres infrastructures numériques de plus en plus nombreux entraînent une consommation énergétique et hydrique importante, notamment pour le refroidissement des équipements.

Dans un contexte de stress hydrique croissant, il est essentiel que la présidence française du G7 veille à ce que les enjeux liés à l'eau soient pleinement intégrés aux discussions sur la régulation du numérique et de l'IA, en encourageant une approche responsable et régulée du numérique, prenant en compte l'empreinte hydrique des technologies, en cohérence avec les objectifs climatiques, environnementaux et de développement durable. Intégrer l'eau aux discussions de cette ministérielle et proposer un cadre clair et transparent sur l'utilisation des ressources en eau par ces technologies est indispensable pour garantir que la transition numérique ne se fasse pas au détriment des droits humains à l'eau et à l'assainissement.

MOBILISER DES FINANCEMENTS DURABLES ET CIBLÉS POUR LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT, AFIN D'ACCÉLÉRER L'ATTEINTE DE L'ODD 6

Dans un contexte de baisse globale de l'aide publique au développement et des financements humanitaires, les pays membres du G7 doivent mobiliser des financements durables et ciblés pour la coopération internationale dans le domaine de l'eau, comme l'avait acté le G7 d'Evian en 2003, avec un engagement du Président Chirac à doubler l'APD française pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène entre 2003 et 2009.

Ce groupe de pays a abondé massivement l'aide publique au développement mais réduit désormais drastiquement le financement pour la solidarité internationale, alors qu'ils pourraient poursuivre leur contribution à la réduction des inégalités et à la réponse aux besoins fondamentaux des populations, en particulier dans les contextes les plus vulnérables. Les financements doivent prioritairement prendre la forme de dons et non de prêts, et doivent être non conditionnels.

CONSOLIDER LES MÉCANISMES DE SUIVI ET DE REDEVABILITÉ DES ENGAGEMENTS PRIS, ET ENCOURAGER LES PAYS MEMBRES ET INVITÉS À S'INSCRIRE DANS CETTE DYNAMIQUE

La France doit renforcer sa coopération internationale et sa diplomatie autour des enjeux liés à l'eau, en consolidant les mécanismes de suivi et de redevabilité des engagements pris. Cela passe notamment par l'instauration d'indicateurs de progrès clairs. En sa qualité de présidente du groupe, elle a la responsabilité d'inciter les pays membres et invités à s'inscrire dans cette dynamique.

INTÉGRER LES SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES AU CŒUR DES DISCUSSIONS SUR L'EAU

La ministérielle environnement et climat du G7, orientée sur la biodiversité, doit accorder une place centrale aux systèmes d'alerte précoce et à la gestion et à la réduction des risques de catastrophes. Ces enjeux sont indissociables de l'eau : aujourd'hui, neuf catastrophes sur dix sont liées à l'eau (inondations, sécheresses, tempêtes, submersions marines). Le changement climatique accentue l'intensité et la fréquence de ces événements extrêmes, fragilisant l'accès à l'eau potable, aux services d'assainissement et à l'hygiène, et aggravant les inégalités, en particulier pour les populations les plus vulnérables.

Afin de renforcer la résilience des territoires et des populations, la France, en tant que présidente du groupe, doit inciter les pays du G7 à investir suffisamment dans l'anticipation et la prévention des catastrophes, sans quoi, les progrès réalisés vers l'ODD 6 risquent d'être durablement compromis.

FAIRE DE L'EAU UNE PRIORITÉ DANS LES MÉCANISMES DE FINANCEMENT DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Il est impératif que le G7 positionne l'eau comme une priorité centrale dans les mécanismes de financement de l'adaptation au changement climatique. Cela implique non seulement d'augmenter les volumes de financement disponibles, mais aussi d'en améliorer la qualité, en soutenant des initiatives qui favorisent une gestion durable et équitable des ressources en eau. La France, en tant que présidente du G7, doit promouvoir une approche intégrée de l'eau dans les politiques climatiques et de biodiversité, en soutenant la gestion durable des bassins versants, la protection des écosystèmes aquatiques et les solutions fondées sur la nature. En appelant à intégrer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les stratégies d'adaptation climatique, le G7 peut contribuer à renforcer la résilience des communautés, à protéger les écosystèmes et à soutenir le développement durable de manière inclusive.

INTÉGRER LES DROITS HUMAINS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT DANS LA LÉGISLATION NATIONALE ET ENCOURAGER LES PAYS MEMBRES ET INVITÉS À FAIRE DE MÊME

En vue du G7, la France doit reconnaître explicitement les droits humains à l'eau et à l'assainissement dans sa législation et mettre en place des mesures rendant effectifs ces droits pour toutes et tous : cela se traduit par la garantie d'un accès à des infrastructures d'eau, des toilettes et des douches pour toutes les personnes vivant en situation de rue, en campements, en bidonvilles ou en squats, et la réalisation de mesures d'urgence et de long terme pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les territoires dits d'outre-mer. La France ne peut prétendre jouer un rôle moteur sur la scène internationale face à la crise mondiale de l'eau et de l'assainissement sans être exemplaire sur son propre territoire.

De plus, la France doit encourager les États membres et invités de ce G7 à intégrer ces droits humains dans leur législation nationale, condition essentielle pour renforcer l'engagement collectif contre les inégalités, d'autant qu'ils ont été reconnus au niveau international il y a quinze ans.

La Coalition Eau regroupe les principales ONG françaises engagées pour les droits humains à l'eau et à l'assainissement et pour l'eau bien commun.

Sont membres de la Coalition Eau : ACAD · Action contre la Faim · Bleu Versant · BlueEnergy · Dédale · Dynam'eau · EAST · Eau Sans Frontières Internationale · Experts-Solidaires · GRDR · GRET · Guinée 44 · HAMAP-Humanitaire · Human Dignity · Hydraulique Sans Frontières · Initiative Développement · Kynarou · Ligue des Droits de l'Homme · Le Partenariat Centre Gaïa · Morija · Première Urgence Internationale · Secours Catholique - Caritas France · Secours Islamique France · SEVES · Sillages · Solidarité Eau Europe · Solidarités International · WECF · Wikiwater